Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1674

Inhaltsverzeichnis

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public

domainepublic.ch

Swisscom: le parti socialiste dépassera-t-il son conservatisme pour se positionner européen?

Le dossier Swisscom est en latence pour un très bref répit avant que, selon un rythme accéléré, se succèdent la présentation de l'avant-projet de loi, la consultation, la loi, le débat parlementaire, le référendum et le vote populaire. Les arguments des opposants à la vente de Swisscom sont pour l'essentiel connus: le service universel, les intérêts des régions les moins densément peuplées, seront mieux assurés et défendus, affirment-ils, par une société que contrôle l'Etat, intervenant sur le terrain que par des sociétés privées soumises simplement aux règles de l'instance de régulation. C'est la partie conservatrice de l'argumentaire. Mais si le peuple refuse de vendre Swisscom, quelle vision pour la société, dans la concurrence internationale, dans le concert européen? A cette question, qui s'est posée à Swissair, on ne peut pas seulement répondre par «vive le repli sur le réduit national!»

La logique du Conseil fédéral

La position du gouvernement est défaitiste et caponne. Premièrement, il faut vendre le tout, dit-il, pendant que l'objet à vendre a encore de la valeur, ce qui n'est pas, même un colporteur vous le dira, la manière la plus habile de bien vendre. Deuxièmement, pas de rachat de société étrangère engagée dans le service universel. Le fait que l'Etat suisse est l'actionnaire majoritaire de Swisscom pourrait mettre la Suisse en position délicate en cas de conflit soit avec la clientèle de cette société, soit avec son personnel.

La contre-proposition

Dans un domaine aussi évolutif, aussi concurrentiel, une société nationale repliée sur elle-même est peut-être vulnérable. Mais l'élargissement de l'assise, pourquoi devrait-il s'opérer uniquement selon la logique capitaliste, c'est-à-dire absorption de sociétés plus faibles? Les formes de collaboration peuvent être multiples: recherche, financement, expérimentation, etc., à condition que la motivation de la société partenaire soit le service public et non la recherche de profit à distribuer.

(ag) Suite de l'article aux pages 2 et 3

Sommaire

L'AVS doit faire face au vieillissement de la population. *page 2*

Le réchauffement de la planète exige des économies d'énergie et le développement de nouvelles technologies. *page 4*

Le refus de créer un registre central pour les armes à feu cache un transfert de charges de la Confédération vers les cantons. *page 5*

Les grands éditeurs de journaux privilégient les intérêts du groupe aux dépens souvent des titres en leur possession. *page 6*

La Suisse et son développement économique. Premier épisode d'un feuilleton tiré d'un livre de Markus Mugglin. *page 7*

Secret bancaire

L'initiative qui entendait l'inscrire dans la Constitution va être classée pour le bonheur des banquiers qui éviteront un débat public sur ses us et abus. En revanche on entravera davantage la collaboration avec les autorités fiscales étrangères.

Edito page 3

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

20 janvier 2006
Domaine Public n° 1674
Depuis quarante-trois ans,
un regard différent sur l'actualité